

Le dépaysement temporel

Comme bien d'autres vieux pays, la France, bousculée par un monde nouveau qu'elle lit mal, prise en tenaille entre un présent qu'elle croit sans héritage et un avenir qu'elle ne distingue plus, est menacée de voir périr non pas les mémoires particulières mais sa mémoire commune, la mémoire partagée, la mémoire comme solidarité, la mémoire selon Ernest Renan¹, celle qui « fait mémoire », celle qui entreprend et conduit le chantier du « travail de mémoire », du travail de soi sur soi salué par Paul Ricoeur après Charles Péguy. En l'état, aujourd'hui, la voici toute frémissante d'identités en souffrance, de conflits inapaisés, moins capable de dire « Nous tous »², d'admettre que le court terme est compulsif, de considérer que transmettre est indispensable si l'on veut que la succession soit cumulative et non pas décadente³. Nous voici en plein dépaysement temporel.

La tyrannie du présent

Comment, dès lors, l'homme contemporain va-t-il laisser subsister ou renaître en lui ce « principe de succession » qui aide temps à penser le monde, à « transmettre pour innover »⁴ ? Allons-nous retrouver ou non l'homme perspectif, celui de l'intentionnalité, celui des Révolutions, des Renaissances, des Réformes et des Révolutions avec un grand « R » ? Rappelons-nous saint Augustin qui chercha à rendre commensurable le temps de la Révélation avec le temps de l'homme, à inscrire le parcours de l'humanité dans une temporalité consciente ; Alberti en 1435, qui ouvrit la fenêtre en inventant l'art de la perspective ; Hegel et son « historicisation » du devenir humain, qui fit admettre que « l'Histoire surplombe le sens du monde, enveloppe la réalité et oriente la vie » ; Benjamin Constant nous assurant « *qu'il existe dans la nature humaine une disposition qui lui donne perpétuellement la force d'immoler le présent à l'avenir* » ! Et Tocqueville, dans la formule célèbre de sa *Démocratie en Amérique* : « *Quand le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres* ». Telle fut pourtant de siècle en siècle la grande règle de vie collective, familiale et personnelle, celle de la concordance des temps : faute de se situer dans le passé et de se projeter dans l'avenir une société est inintelligible, s'enferme dans son opacité, s'immobilise. Or il lui faut s'enchanter sans répit, se gorger de promesses et d'envies pour verdir encore, car, disait La Tour du Pin, « *Tous les pays qui n'ont plus de légendes seront condamnés à mourir de froid* ».

Mais, pour ce faire, voyons-nous bien ce qui travaille et disloque les sociétés postmodernes en crise ? D'un mot : reconnaissons-nous la fracture temporelle, celle qui brise la chaîne du devenir, qui laisse libre cours au présent, qui ignore ou récuse l'avenir comme l'au-delà et qui, du coup, instrumentalise à tout hasard ou dénie à tout va le passé, l'histoire et la mémoire des êtres, des groupes sociaux et de la nation ? Et, du même coup, reconnaissons-nous encore une autorité du temps⁵ ?

C'est qu'en effet, dans un monde malaxé par les médias et fasciné par l'image de lui-même qu'ils lui renvoient, le désordre du temps est devenu très visible et a été intériorisé par nombre d'entre

¹ En 1882, dans le texte resté célèbre d'une conférence en Sorbonne : « *Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. (...) Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune.* »

² Voir Serge Paugam, *Le Lien social*, PUF, 2008 ; Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia dir., *La France à travers ses valeurs*, Armand Colin, 2009 ; Jacques Julliard, *Le malheur français*, Flammarion, 2005.

³ Voir le dernier en date des efforts officiels en ce sens : *Questions mémorielles. Rassembler la nation autour d'une mémoire partagée. Rapport de la mission parlementaire d'information*, présenté par Bernard Accoyer, Assemblée nationale, 2008 et CNRS Éditions, 2009.

⁴ Utile sous-titre de la revue de Régis Debray, *Medium*, qui traite de tous ces sujets.

⁵ François Hartog, « L'autorité du temps », *Études*, juillet-août 2009.

nous, d'une génération l'autre et d'abord chez les plus jeunes. Voici un temps qui ne devient plus, un temps discontinu qui contribue à la fois à démultiplier et à ruiner l'activisme de la mémoire et, en conséquence, à hâter la mise en cause du passé. Ce pressentiment d'un hiatus explique sans doute la fièvre mêlée de lassitude qui pousse tant de groupes sociaux et d'individus à stocker du souvenir avant qu'il ne soit trop tard, l'obligation intime qui nous a saisis de retrouver à tout prix et sur-le-champ des racines. L'écart culturel se creuse entre les générations, les valeurs républicaines sont en délicatesse, l'école ne joue plus assez son rôle de transmission, l'heure est au tout-culturel, au tout-plurriel et à la communication de masse, à la numérisation sans fin, au virtuel communicatif socialisant notre quotidien et au déni du réel sur écrans multiple. Cette conjonction gomme les hiérarchies, elle brise la perspective ; elle délabre les grandes thèmes fédérateurs dont nous vivons depuis la III^e République, la nation policée, l'histoire laïcisée, la patrie des Droits de l'Homme, l'universalité des lumières et du progrès ; elle porte la société à cultiver leur envers, un patrimoine-spectacle inlassablement revisité, une identité en souffrance, une mémoire impulsive et parcellisée dont on feint de croire encore qu'elle reste porteuse d'une authenticité, d'une appartenance et d'une solidarité.

C'est ici qu'il faut introduire le phénomène le plus déroutant : le « sacre » du présent⁶ ou ce que François Hartog nomme le « *présentisme* ». Ce présent encombrant qui surplombe nombre de nos débats et combats de mémoire, c'est « *ce qui est perçu et actuellement vécu* » par chaque individu ou groupe à travers ce que nos sociétés nomment l'actualité produite d'abord par les médias, et qu'on nommait jadis le bruit ou la rumeur du monde. Ce présent, comme toujours, n'existe certes pas pour lui-même : chaque seconde écoulée l'engloutit dans le passé, chaque nouvelle seconde l'a fait précipiter avec l'à venir. Le présent en latin, c'est *prae esse*, être en avant, à la pointe toujours alluvionnée de la chaîne du temps : c'est, pour tout dire, un mot précaire et menacé, encerclé et toujours réduit. Et pourtant il semble être devenu le temps réel, celui que nous vivons.

Tout se passe, note le politologue Zaki Laïdi, comme si « *le présent autarcique voulait se substituer à l'idée de récit structurel de l'Histoire globale ou du récit statique de l'Histoire révélée, propre à toute communauté historique. (...) Il nous invite à nous inscrire non plus dans un récit temporel, mais dans un réseau où l'espace dilaté aux frontières du monde aurait anéanti les dernières barrières de l'Histoire* ». Plus de passé qui pousse, plus d'avenir qui guide, plus de progrès ni d'accidents qui déterminent : la certitude qu'il y a un cours fluvial du monde avec source et embouchure est mise en examen ; le vécu, le proche, le réseau, l'immédiat, l'émotif s'imposent, dans une sorte d'état d'apesanteur temporelle. Et ce processus d'évincement de l'attente naît d'abord de l'individualisation des choix et des expériences, au plan social et psychologique, et de l'omniprésence de la technique et de la communication qui entretiennent l'obsession, répétitive et inépuisable, du vivre toujours plus individuellement dans la satisfaction toujours plus complète parce que plus immédiate.

Nous sommes sans doute surtout en train de vérifier ainsi, concrètement, une des plus fortes intuitions politiques de Tocqueville : l'homme démocratique, disait-il, pris dans son narcissisme et son exigence d'égalité, succombera un jour à un activisme qui parie trop sur la monotonie répétitive du présent, sur la quotidienneté et la proximité sécurisantes ; la vie collective, la vie sociale deviendront insensiblement, pour peu qu'elles aient été résolument inscrites dans le cycle de la production et de la consommation, « *une longue succession de petits actes très uniformes* » et se révéleront incapables non seulement d'avoir une histoire mais de faire l'Histoire. Si bien que, poursuit Tocqueville, l'homme démocratique, enfermé dans ses intérêts et craignant de perdre ses avoirs, préfère reproduire l'acquis, bégayer le même, plutôt que d'affronter la nouveauté et l'événement qui préfigureraient un avenir. Dès lors, conclut-il, « *le temps de la société démocratique qui se veut linéaire et progressif pourrait bien se révéler être, en réalité, un temps de l'oscillation, de la stagnation, dans lequel l'homme va et vient sur lui-même et où, tout en se remuant sans cesse, l'humanité n'avance plus. Au lieu du temps de la liberté, un non-temps, celui de la possession. Et non pas le temps d'une société humaine qui se posséderait elle-même, en choisissant sa propre voie, mais celui d'une humanité possédée par son propre reflet, prisonnière de lui, et suivant mollement le cours de sa destinée* »⁷.

⁶ Zaki Laïdi, *Le Sacre du présent*, Flammarion, 2000.

⁷ Voir Agnès Antoine, *L'Impensé de la démocratie. Tocqueville, la citoyenneté et la religion*, Fayard, 2003.

Bref, s'affaïsse la perception d'une totalité sociale, d'un Nous maîtrisé, d'un fait collectif. Est ainsi désarmée l'ambition historique et sociologique qui nous venait du XIX^e siècle et qui expliquait le monde par la durée, la cohérence sociale, la claire frontière entre le public et le privé, le dialogue plein d'espérance démocratique entre le collectif et l'individuel. Et la tyrannie du présent s'impose car désormais nous comprenons mal ce qui peut encore unir les individus, rois du vécu, de la « com » et du « point.com ». Et gagnant du temps en pure perte.

Pourquoi ?

Comment sortir de cette nasse du présent ? En travaillant, en armant la réflexion, en insurgant l'intelligence. Et d'abord en diagnostiquant lucidement les causes de notre maladie de langueur de la temporalité et de la transmission. Car il y a semble-t-il – il faudra creuser tout ceci – trois causes majeures de notre dépaysement temporel qui tourne à la déshérence :

D'abord, les chocs historiques successifs de l'âge des médias, de celui de leur culture de masse et, aujourd'hui, de celui de la révolution numérique. Ceux-ci ont été à la fois le moteur et la caisse d'enregistrement de la montée en puissance du présent dans nos sociétés, les temples de notre culte de l'instant, Mac Luhan l'avait dit précocement : « *La télévision vit dans le présent, elle ne respecte pas le passé et a peu d'intérêt pour l'avenir* ». Mais cette propension aussi intrinsèque qu'instinctive a pris aujourd'hui le galop, dans la cascade des révolutions techniques et culturelles qui a élargi depuis deux décennies l'audience du premier des médias : de média en multimédia, de multimédia en révolution numérique, c'est l'instantanéité de l'écran et la frénésie de stockage qui devient éternité⁸. « *La seule réalité de ce temps, c'est l'instant*, ajoute Jean-Marie Cotteret. *Le temps médiatique, surtout quand il retransmet en direct ou en pseudo-direct, est un temps programmé. Il n'a pas de soin de s'inscrire nécessairement dans une linéarité incluant le passé et le futur. Le temps du direct hypertrophie le présent. Les réactions qu'il entraîne sont de l'ordre de l'émotion* »⁹. Plus d'héritage transmis ni de but à atteindre, plus de mémoire pour boussole et compas, ou pour fil d'Ariane entre un amont et un aval : les médias tendent leur miroir à une société où chacun voit clapoter « *la réalité de la réalité* », un monde du *carpe diem* et du « *tout, tout de suite* », de l'urgence et de la vitesse pour règle, de l'émotion pour moteur de la représentation et de l'action. Or le sens de l'intérêt général, le sentiment d'une appartenance collective, le goût même de la démocratie et de l'autorité s'apprennent, s'expérimentent, vivent de ruptures et de continuités. Ils ne peuvent survivre et vivre que dans une durée et une mémoire, l'instantanéité les fragilise, un présent despotique les tétanise.

L'âge numérique, je le répète, en répandant l'immatérialité à profusion, est en train de démultiplier prodigieusement l'addiction-reine qui renforce l'immédiateté galopante : entrer sans cesse plus de données, stocker sans discernement, accumuler à l'infini des instantanés, des « infos » en boucle, des pulsions compulsives, de « clics » et des appels tout aussi compulsifs¹⁰. Écoutons le vieux sage Georges Balandier : « *Les techniques de l'immédiat, de l'immatériel, de l'informatique et de la numérisation du monde changent radicalement le temps de la décision et de l'action, notamment pour les opérations économiques et financières qui se jouent sur des temps extrêmement réduits, quasi-nuls. La formule « temps réel » du langage informatique révèle à quel degré la réalité temporelle est celle du temps saisi sur le moment et sans durée, du quasi-immédiat. Ainsi s'affaiblit en conséquence la perception du temps long, du temps de l'histoire et l'on perd presque aussi vite la référence au lieu et à l'espace réel* ».¹¹

Ensuite, notre dessaisissement temporel s'explique par le décroissement, le désordre, la discordance et, du coup, la conflictualité des temps sociaux. Pourquoi ? Parce que les cycles biologiques et culturels de la vie affrontent constamment, désormais, le désordre des temps sociaux et

⁸ Voir Emmanuel Hoog, *Mémoire année zéro*, Le Seuil, 2009.

⁹ Jean-Marie Cotteret, *La Démocratie téléguidée*, Éditions Michalon, 2006, p.42.

¹⁰ Voir Emmanuel Hoog, *Mémoire année zéro*, Le Seuil, 2009.

¹¹ Georges Balandier, *Le dépaysement contemporain*, PUF, 2009, p. 162. Voir aussi *Le grand dérangement*, PUF, 2005.

affectifs et que s'installe ainsi une sorte de malaise temporel¹². Parce que le mode de la production et de l'échange a changé, ou est en passe de changer. Ainsi, note la sociologue Marie Wierink, « *au temps long des sociétés agraires, rythmées par la nature, le sacré ou les traditions, a succédé le temps collectif de l'emploi stable de la société industrielle fordiste, marqué par les chronométrages et les luttes sociales, puis le temps de travail flexible et la perméabilité des univers privé et professionnel de la société postindustrielle et de services* »¹³, avec toutes les conséquences que l'on sait sur le « vivre ensemble » social, familial et personnel.

La modernité, depuis le XVIII^e siècle, avait autonomisé et scandé les temps sociaux sur un rythme ternaire : l'éducation comme temps de formation, l'activité professionnelle comme temps de travail, la retraite comme attente de la fin ; avec, tout au long de la vie, une séparation de plus en plus nette entre le temps public et le temps privé, un différentiel de durée entre le personnel, le familial et le collectif, l'affectif et le collectif. Ces temps-là, aujourd'hui, ne se succèdent plus aussi régulièrement et ils tendent souvent à s'imbriquer les uns dans les autres. Ainsi ne peut-on plus, comme autrefois, opposer frontalement temps de travail et temps libre : le temps de la vie professionnelle, ordinateur portable et Internet aidant, sans oublier le mobile multimédia, marque de son empreinte le temps libre, et à l'inverse les valeurs du temps libre sont prises en compte dans l'entreprise, 35 heures aidant : où passe désormais la frontière, pour les classes moyennes des secteurs tertiaires et quaternaires surtout, entre temps privé et temps de travail ? On observe aussi de nombreux autres décalages : le début d'une carrière professionnelle demande du temps et de la mobilité au moment où la création d'une famille exige disponibilité et stabilité ; l'activité sexuelle précède de beaucoup l'autonomie financière et celle d'une cellule familiale ; la préretraite arrive alors que les compétences et les possibilités sont encore intactes ; la longueur de l'éducation d'un enfant dépasse souvent la durée de la stabilité du couple et de la famille ; la formation tout au long de la vie ne suit pas le rythme des reconversions au travail ; on recherche moins Dieu et ses églises que les « *coïncidences significantes* » et les spiritualités à la carte.

Pour résumer et pour aller plus avant, il faudrait passer de la sociologie à l'histoire dans les trois domaines où les sociologues nous ont opportunément alertés et que les historiens devraient examiner rétroactivement : le cycle de vie et l'expérience du temps au fil des âges, du jeune enfant à l'adolescent, puis au retraité, puis au quatrième âge dépendant ; la place du travail comme temps pivot, comme temps central, dans les configurations nouvelles qu'imposent les normes institutionnelles, sociales et managériales, avec les avancées technologiques et de celles de communication : dans les modifications des unités de temps et de lieux qu'elles entraînent, les désaffiliations de classe et de culture, etc.¹⁴ ; les rapports entre l'articulation des temps sociaux et l'inégalité entre hommes et femmes, avec « la ville à mille temps » et les territoires remodelés par la vitesse et la richesse comme champs d'observation privilégiés¹⁵.

Enfin, notre désarroi temporel vient aussi du changement de statut que la religion et le religieux ont pris désormais dans notre espace public et privé. N'oublions pas Kierkegaard dénonçant déjà, en pleine révolution industrielle, « *l'insensibilité spirituelle du jour le jour* » ! Historiquement, rappelons-le, ce fut bien la religion majoritaire, « *catholique et romaine* » comme on disait, qui avait tracé la plus ancienne « *lignée croyante* »¹⁶, celle qui après maints affrontements avec l'esprit des Lumières et un dénouement des tensions dans le sacrifice massif de la Grande Guerre de 14-18, avait conflué et couru de conserve avec la mémoire nationale. La déprise non seulement religieuse (la montée de l'islam et des formes exotiques de la croyance individuelle et communautaire) mais morale (sur la sexualité et plus généralement l'évolution des mœurs et de la personne) et culturelle (la sécularisation et la consommation outrepassées) du catholicisme depuis un demi-siècle sur la société (et d'abord par le tarissement humain des sources rurales de la foi, de l'appartenance et de l'attente)

¹² Voir, pour l'affectif, Pascal Bruckner, *Le paradoxe amoureux*, Grasset, 2009.

¹³ Voir « Temps sociaux : concordances et discordances », *Informations sociales*, 153, mai-juin 2009.

¹⁴ Voir Robert Castel, *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Le Seuil, 2009.

¹⁵ Voir Jean-Yves Boulouin, *Villes et politiques temporelles*, La Documentation française, 2008.

¹⁶ Danièle Hervieu-Léger, « La lignée croyante en question », *Espaces-Temps*, 74-75, 2000.

avait semblait-il été assez ravageuse pour qu'on ait cru qu'en matière de mémoire collective la laïcisation l'avait emporté, en bonne fidélité aux Lumières progressistes et à une République à l'esprit et au modèle laïque qu'on supposait indéfiniment conquérants.

Or voici qu'ont surgi d'affreux doutes qui ont accru la confusion mémorielle. Et si achoppait ce « désenchantement du monde » tel que Marcel Gauchet nous l'a exposé, si volontiers accepté jusqu'ici au nom de la modernité, du progrès, de l'avenir, de la sécularisation bénéfique et de la laïcité ? Et si un « ré-enchantement » (intégrismes compris) du monde s'annonçait¹⁷ ? Si la privatisation de la religion scellée par la Séparation de 1905, renforcée par la fin de la lisibilité sociale de « la religion de nos pères » chez « la fille aînée de l'Église » aux églises désertées et aux paroisses moribondes, ne contentait plus les croyants et même quelques incroyants ? Si la mémoire commune dépérissait aussi parce que notre rapport personnel et collectif à la vie et à la mort est trop largement sorti du registre religieux, que le temporel a été déboîté de l'éternel ?

Surtout, considérons bien en face notre refus, chrétien de l'antique « bonne mort » et de sa récapitulation de la vie, notre occultation et notre déni de la mort, avilie, néantisée et sans « *signature mémorable* »¹⁸, la fin publique et personnelle du respect du sacré à travers nos morts et leurs traces, l'emballlement du rapport strictement matérialiste et individualiste à la perte, avec la montée conjointe du souci d'euthanasie pour échapper à la déchéance fatale et du souhait d'extinction de l'idée même d'un au-delà et d'une résurrection par la crémation du corps (28 % en 2006, contre moins d'un sur cent en 1980, et pas seulement pour des raisons financières) ! Et si, pourtant, même caricaturée par un pitoyable antichristianisme de dérision, notamment dans les médias, la religion – quelle qu'elle soit – continuait non seulement à relier les hommes entre eux mais donnait aux sociétés, même sécularisées jusqu'à l'os, leur respiration temporelle, celle qui unit, selon elle, une Parole initiatrice, un héritage institué à une Attente et un Salut ? Car, note Régis Debray, « *une société que nul sur-monde ne viendrait hanter frôlerait vite l'hébéture, tel un chat empêché de rêver* ». ¹⁹

Dans l'attente

Serions-nous marqués du grand syndrome démocratique en version de Tocqueville : une société et une vie sociale qui peinent à admettre qu'elles sont héritières et qui, pourtant, ne peuvent pas se satisfaire de la propension à faire l'autruche que leur impose l'omnipotence du présent ? Elles refusent même (depuis mai 68 ?) non seulement l'héritage mais aussi l'« *art d'hériter* ». ²⁰ Nous voici, dit Georges Balandier, suivi par Emmanuel Hoog, « à l'aboutissement d'une culture de l'archive et de la mémorisation (...) Nous sommes depuis peu mais vite jetés dans l'actualité d'une culture qui s'élabore grandement par les machines et les systèmes de l'immédiat »²¹, dans un monde en « *grand dérangement* », où la blogosphère peut se substituer à l'immémorial en chacun d'entre nous et à l'histoire chez les peuples les mieux câblés.

Bref, vivrions-nous sous une « dictature du court terme » qui n'a que faire d'une mémoire commune, sous une dictature de la fluidité sociale et de la pluralité culturelle qui emporte chaque être séparément, sans lien apparent ni hérité avec les autres ? Sous une dictature de l'apparence et de l'immédiat en continu qui, à l'évidence, a du mal à construire et nourrir la relation de chacun à autrui ? Ainsi s'expliquerait l'énormité de l'enjeu qui traverse et angoisse notre société : la coupure de courant de la temporalité, la difficulté ou la panne de transmission qui ont déclenché une panne d'éducation, une crise du sens et des savoirs²². Et une difficulté croissante à trouver les mots, la grammaire et la langue de la tribu pour dire cette angoisse et reformuler une espérance. Le désordre du temps nous a

¹⁷ Voir Olivier Roy, *La sainte ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Le Seuil, 2008 ; Paul Valadier, *Détresse du politique, force du religieux*, Le Seuil, 2007.

¹⁸ Voir Damien Le Guay, *Qu'avons-nous perdu en perdant la mort ?*, Paris, Le Cerf, 2003.

¹⁹ Régis Debray, *Les Communions humaines. Pour en finir avec « la religion »*, Fayard, 2005, p. 105.

²⁰ Alain Finkielkraut, « L'art d'hériter à la fin du XX^e siècle », dans Bernadette Bricout dir., *Mémoires du siècle*, Le Seuil, 2003.

²¹ Voir Georges Balandier, *op. cit.*, p. 195.

²² Voir Marie-Claude Blais, Marcel Gauchet et Dominique Ottavi, *Conditions de l'éducation*, Stock, 2008.

conduit à récuser tacitement le *mos majorum*, l'*historia magistra vitae* et la *restitutio* des Anciens, le temps de la Promesse, le passé progressiste des Lumières. Et pourtant, même si nous mettons en cause le passé et doutons du futur, nous restons en attente d'une nouvelle *restitutio*.

Jean-Pierre Rioux